



COMMUNIQUE DU SNASUB-FSU

Rachat de 4 jours de congés non pris ! nouvelle escroquerie au pouvoir d'achat !

Le recul du pouvoir d'achat est évident pour les fonctionnaires. Depuis 2000, c'est **une baisse de 7,5% du pouvoir d'achat** du point d'indice (qui sert à calculer notre salaire).

La journée d'action du 20 novembre, qui portait notamment sur l'augmentation de notre pouvoir d'achat, a été marquée par une grève réussie avec des manifestations importantes partout.

Et plutôt que d'ouvrir immédiatement de vraies négociations salariales, demandées depuis longtemps, nous devrions nous contenter de **vendre nos congés**. Ainsi, ceux qui le souhaitent peuvent, avant le 30 novembre 2007, demander l'ouverture d'un compte épargne temps afin de déposer une demande de paiement de 1 à 4 jours de repos.

C'est un nouveau moyen de faire pression sur les fonctionnaires afin qu'ils renoncent à leurs congés pour atténuer par auto compensation les pertes du pouvoir d'achat subies et diminuer les effets des suppressions de postes.

Par ailleurs cette possibilité de rachat bafoue le principe d'égalité, puisque des collègues se sont vus refuser l'ouverture d'un compte épargne temps.

Dans le même temps, supprimer 23 000 postes en 2008 et préparer l'augmentation du temps de travail d'un nombre croissant de fonctionnaires, c'est déréglementer encore plus sans reconnaître les surcharges évidentes déjà effectives.

Le gouvernement s'apprête également à exonérer de cotisations sociales l'ensemble des entreprises, et à faire porter demain sur les seuls salariés la charge de l'équilibre des comptes de la sécurité sociale (branche maladie et vieillesse) en cotisant plus et plus longtemps.

En proposant le rachat des jours de congés non pris le gouvernement FILLON manifeste un mépris évident pour les fonctionnaires et propose un nouveau marché de dupes.

Ce procédé va à l'encontre de notre aspiration légitime à vivre dignement des revenus de notre travail et ne constitue en rien une réponse aux exigences que nous avons clairement et massivement exprimées le 20 novembre.

C'est pourquoi nous exigeons que le gouvernement réponde avant le 30 novembre à notre demande d'ouverture de négociations salariales. Dans le cas contraire, nous appellerons dans une logique unitaire à amplifier mobilisation et action dès le début décembre.

SNASUB-FSU

3/5 rue de Metz – 75010 PARIS

Personne à contacter : Arlette LEMAIRE, Secrétaire Générale

☎ 01.44.79.90.42/47 ☎ 01.42.46.63.30

